

Rapport au Conseil national du 9 mai 2007 : Joëlle Greder

Les premiers mots de Marie-George Buffet, dimanche soir, ont été pour celles et ceux qui sont les premiers menacés par les projets du nouveau président de la République. Je pense, a-t-elle déclaré, « aux salariés qui s'épuisent au travail sans en retirer les moyens de vivre dignement, aux retraités, aux jeunes des milieux populaires, à toutes les victimes des inégalités et des discriminations, aux chômeurs et aux précaires. Je veux leur dire que les communistes seront à leurs côtés. Partout sur tous les terrains nous prendrons avec elles et avec eux les initiatives permettant de faire face avec détermination et responsabilité. »

Alors que le MEDEF et les chantres du libéralisme en Europe affichent leur enthousiasme, les citoyennes et citoyens se sentent heurtés par l'exhibition des fastes de Sarkozy - soirée au Fouquet's, croisière sur le yacht d'un milliardaire !

L'heure est grave. C'est une droite dure qui rentre à l'Elysée. Une droite qui va mettre en œuvre de nombreuses propositions du Front national. C'est aussi un grave échec pour toute la gauche.

Marie-George Buffet a déclaré avec solennité dimanche soir : « L'élection du président de l'UMP et le grave échec de la gauche constituent une véritable catastrophe politique. Pour la première fois depuis la Libération se trouve porté aux plus hautes responsabilités de l'Etat un homme qui a repris à son compte la plupart des grands thèmes politiques de l'extrême droite et porte ouvertement le programme économique et social ultra-libéral du MEDEF. Notre système social déjà très abîmé par des années de politiques libérales, nos droits démocratiques sont en danger. Il faut se rassembler pour faire barrage à la politique que la droite va vouloir mettre en œuvre. J'appelle dans l'urgence à une mobilisation de toutes les forces de gauche pour organiser la riposte. »

La première intervention télévisée du nouveau président de la République ne peut qu'accroître nos craintes. Dans un discours empreint de populisme et de démagogie, il a fait part - je cite - de « sa volonté d'être le président de tous les Français [...] que chacun puisse trouver sa place dans notre République. Je veux lancer - dit-il - un appel à tous les peuples de la Méditerranée pour leur dire que c'est en Méditerranée que tout va se jouer, qu'il nous faut surmonter toutes les haines pour laisser la place à un grand rêve de paix et à un grand rêve de civilisation... La France sera du côté des opprimés. » Mais, en même temps, il a aussi réaffirmé clairement son projet politique ultra-conservateur. Je cite à nouveau Nicolas Sarkozy : « Le peuple français s'est exprimé. Il a choisi de rompre avec les idées, les habitudes et les comportements du passé ; je vais donc réhabiliter le travail, l'autorité, la morale, le respect. Je vais remettre à l'honneur la nation et l'identité nationale, je vais rendre aux Français la fierté de la France, je vais en finir avec la repentance qui est une forme de haine de soi et la concurrence des mémoires qui nourrit la haine des autres. »

Une nouvelle page de notre histoire s'ouvre, pleine de menaces pour notre peuple, pour les libertés, la paix.

Dans ces moments où les souffrances vont s'aggraver, les citoyens pourront compter sur le Parti communiste français, ses militants, ses élus.

L'avènement d'une droite dure, un grave échec de la gauche, un Parti communiste touché très durement, cette situation inédite appelle non seulement résistances mais réflexions, constructions d'alternatives à gauche, efforts de compréhension, comme le soulignait Olivier Dartigolles dans son rapport au lendemain du 1er tour de la présidentielle.

Que s'est-il passé ? Quelles en sont les causes profondes ? Quel est l'état de notre société après trente ans de crise ? Quel avenir pour la gauche ? Quel devenir pour un parti de transformation sociale comme le PCF ? Ce sont des questions essentielles que nous devons travailler en profondeur lors de notre congrès. Mais nous ne pouvons pas tout reporter à demain. Ces interrogations, ce besoin de comprendre sont déjà dans les têtes et feront partie du débat de la campagne des législatives. Les travaux de notre Conseil national sont complexes car il faut commencer à traiter ces questions, sans avoir ni le temps ni les moyens d'aller au fond des choses. Nous ne pouvons faire de pause car nous sommes déjà dans la campagne des législatives qui sera la première étape d'une nécessaire et indispensable contre-offensive. Le temps presse. Nos travaux doivent aujourd'hui traiter en priorité de la campagne des législatives, de notre posture politique, des dispositions à prendre.

Dans ce rapport introductif, j'aborderai les résultats de l'élection présidentielle, la situation politique de notre pays avec la nouvelle donne à droite, la situation de la gauche, les élections législatives.

Les résultats de l'élection présidentielle

C'est une très nette victoire pour Nicolas Sarkozy. Il est élu avec 53,06 % et 18.983.408 voix. Ségolène Royal obtient 46,94% et 16.790.611 voix. Les électeurs se sont déplacés en masse le 6 mai comme ils l'avaient fait au premier tour. La très forte participation, qui avoisine les 84%, est un record de participation pour un second tour de l'élection présidentielle à l'exception de celui de 1974. Le nombre de suffrages obtenus par les deux candidats atteint des chiffres jamais égalés car se conjuguent augmentation des inscrits et forte mobilisation. A titre de comparaison, Nicolas Sarkozy obtient 3,2 millions de voix de plus que Jacques Chirac en 1995 et 2,2 millions de plus que François Mitterrand en 1988, Ségolène Royal 2,6 millions de plus que Lionel Jospin en 1995. La légitimité du nouveau président de la République est ainsi renforcée. Elle intervient après une campagne qui a passionné les Français, où les débats télévisés ont battu les records d'audience, les meetings les records de participation. Les Français se sont prononcés après s'être informés, avoir hésité, pesé les arguments. Cette élection après le référendum marque une rupture avec la spirale en progression de l'abstention. C'est le retour de la politique, de la politisation des débats. Et c'est la droite qui sort gagnante de ce processus !

Le candidat de l'UMP est majoritaire dans 16 régions sur 22, dans 72 départements ou territoires d'outre-mer sur 105. Ségolène Royal le devance dans le quart sud-ouest du pays, en Bretagne, dans les DOM où elle réalise son meilleur score (59,03%) en obtenant plus de 60% des voix à La Réunion et la Martinique.

Nicolas Sarkozy réalise ses meilleurs scores dans les régions où le vote en faveur de Le Pen était très fort en 1995 et 2002 : en Alsace avec 65,5%, dans la région Alpes-Provence-Côte-

d'Azur avec 61,84%, en Corse avec 60,12%, en Champagne-Ardenne 58,53%, en Rhône-Alpes avec 56,31%.

Un clivage droite gauche renforcé

La droite remporte une victoire franche, mais la gauche qui s'est sentie menacée par le projet et la dynamique de la campagne de Sarkozy résiste.

Tous les sondages confirment que le vote pour Nicolas Sarkozy est majoritairement un vote d'adhésion à son projet alors que pour la candidate socialiste le vote contre Nicolas Sarkozy est important. Par exemple, selon une enquête TNS SOFRES UNILOG pour le Figaro et TF1, 63% des électeurs de Sarkozy ont voulu manifester leur adhésion à ce candidat, ce n'est le cas que de 47% de ceux qui ont choisi Royal. Par contre le refus de l'autre candidat l'emporte chez la candidate socialiste : 50%. Les employés, et surtout les ouvriers qui ont majoritairement voté à gauche, sont les catégories sociales qui ont émis un vote de refus et non d'adhésion.

Les reports des voix montrent que la polarisation droite-gauche a pleinement fonctionné dimanche. 91% des électeurs qui se situent au centre gauche ont voté Royal, tandis que 92% de ceux qui se placent au centre droit choisissent Sarkozy. C'est ainsi que l'électorat de Bayrou s'est divisé quasiment en deux parties égales. Ceux qui penchaient à gauche ont voté à gauche, ceux qui penchaient à droite ont voté à droite. Dans les circonscriptions de gauche le report sur la gauche a été plus important et vice-versa.

Les deux tiers des voix de Le Pen, malgré son appel à l'abstention, se sont reportées sur Nicolas Sarkozy.

La France de Sarkozy habite plutôt en milieu rural, dans les grandes métropoles, celle de Royal dans les villes petites et moyennes de province et dans l'agglomération parisienne. Les trois plus grosses métropoles du pays, Paris, Lyon et Marseille, ont majoritairement voté pour Nicolas Sarkozy, d'une courte tête à Paris.

Nicolas Sarkozy domine chez les plus de 50 ans. Il est distancé dans l'électorat ouvrier mais il gagne des points dans les milieux populaires. La droite devient majoritaire dans des départements industriels traditionnellement à gauche où Jean-Marie Le Pen avait réalisé des percées importantes. C'est le cas du Nord qui a basculé à droite alors qu'il était à gauche depuis 1965. Nicolas Sarkozy y a obtenu 51,75% des voix.

Nous retrouvons les clivages traditionnels droite-gauche dans l'analyse du vote. Le profil de l'électorat de Sarkozy est clairement plus à droite que celui de Jacques Chirac en 1995, avec son discours sur la fracture sociale. Il a réussi à rassembler un électorat classique de droite, aux revenus plutôt aisés, et un autre provenant du Front national, composé notamment de commerçants, artisans, de groupes sensibles à son discours autoritaire. Chez les 18-24 ans, Sarkozy obtient, avec 42%, 15 points de moins que Chirac dans cette tranche d'âge. Le candidat de l'UMP renforce ses positions chez les électeurs les plus âgés : il est à 72% chez les plus de 65 ans et largement majoritaire chez les retraités (65%).

Royal obtient 57% chez les employés et 59% chez les ouvriers, même si on remarque que les salariés du secteur privé ont majoritairement voté à droite (53%). Elle réalise de belles performances dans des cités où le « tout-sauf-Sarkozy » a pleinement joué en sa faveur.

Ce clivage droite gauche renforcé marque l'échec des théories de Bayrou qui le considère comme dépassé. C'est une indication majeure pour la campagne des élections législatives.

Nouveau paysage politique, nouveaux défis

La victoire de Sarkozy vient de loin, ne nous trompons pas, il ne s'agit pas de la victoire de l'ambition d'un seul homme prêt à tout pour accéder aux plus hautes responsabilités. Au contraire, elle concrétise une victoire idéologique de la droite, aussi bien sur les valeurs que sur la vision du monde, une idéologie empruntée aux thèses de la révolution conservatrice américaine qui nourrissent désormais les rapports à la politique, dans les discussions familiales comme sur les lieux de travail, les réflexes de la vie quotidienne, les regards sur le monde. Elle est l'aboutissement de l'effort de renouveau idéologique de la droite française engagé depuis de nombreuses années pour s'opposer à la montée des aspirations aux changements et aux mises en causes profondes du capitalisme.

La droite, et notamment Sarkozy avec l'UMP, ont rapidement tiré les enseignements de 2002, ce qui leur a permis de réorganiser structures et contenus politiques. « C'est avec les idées qu'on gagne le pouvoir », affirme-t-il dans son discours à Metz. Dans un premier temps, Sarkozy propose d'unir tous les courants de la droite, non en s'adressant aux appareils mais aux citoyens. L'entreprise réussit sur la base d'un projet déplaçant le curseur à droite et comportant des accents variés provenant des différents courants de la droite française mais aussi des politiques de Thatcher, Bush, Berlusconi. Toutes les idéologies de la droite française se retrouvent dans un même projet : de l'identité nationale - définie sur une base ethnique de la nation et non en référence au contrat politique unissant l'ensemble des citoyens - à l'immigration choisie. De la revalorisation du travail conçu de façon mythique et déconnecté des conflits sociaux à celle du mérite. De l'idéologie des droits subordonnée à celle des devoirs. De la valorisation des valeurs au détriment de celles des droits : famille, morale, respect, autorité. Le tout sur fond de libéralisme et de déréglementation, d'individualisme et de protectionnisme national et européen.

Ce projet n'est pas incompatible avec Le Pen, bien au contraire, il en est de plus en plus visiblement nourri. Il réussit, sous une forme de « révolution conservatrice à la française », à croiser conservatisme classique et radicalisme populiste.

Sarkozy et son équipe ont réussi à gagner une crédibilité avec le projet de « la revalorisation du travail » dont la portée ne vise pas, aux yeux de leurs concepteurs, que le champ du travail, mais au-delà toute la société, jusque dans les familles, les écoles, les institutions.

Un tel projet a prise dans une société où la déstabilisation est en train de s'étendre et touche aujourd'hui de plein fouet ceux qu'on appelle les classes moyennes et qui ont pendant des décennies fait figure de maillon le plus solide de la société française. Lors du référendum du 29 mai 2005 ces classes intermédiaires, et plus particulièrement celles du secteur public, ont rejoint dans le NON les classes populaires. L'épisode du CPE a fait entendre l'appel au secours de la nouvelle génération. L'offre politique de Sarkozy consiste à proposer d'assainir la situation au prix d'efforts, de quelques sacrifices et renoncements autour de la « valeur travail », de la « culture du travail ». Cette offensive, en pleine période de capitalisme financier et d'affaiblissement des forces du travail, ne pourra qu'aggraver non seulement les profondes divisions qui permettent au projet de Sarkozy d'avoir prise, mais aussi d'accélérer les précarisations, déclassements et souffrances sociales tant redoutées.

Une droite décomplexée et post chiraquienne, Sarkozy en a fait sa matrice dans toutes ses initiatives. Avec une campagne électorale lancée de longue date en utilisant tous les rouages des institutions, s'attirant le soutien le plus total de l'ensemble du patronat français et recherchant l'assentiment des salariés. Cette méthode minutieuse, propre à la droite, qui n'hésite jamais à détourner les vrais raisons des injustices et les vrais responsables pour pousser sur les divisions entre ceux qui travaillent et ceux qui vivent des aides sociales, entre les immigrés et les Français, entre les fonctionnaires et les salariés du privé, etc. Durant toute la campagne, il va aussi s'attacher à crédibiliser l'idée que la politique peut et doit agir sur les maux de cette société.

La question du devenir de la gauche est sur la table

Pour le Parti socialiste, le cycle inauguré en 1971 avec le Congrès d'Epinais est bouclé. La nouvelle figure qu'il souhaite et qu'il tente de réaliser dès le début de la campagne de Ségolène Royal n'est plus celle de l'union de la gauche. Il a accéléré son travail en faveur de la bipolarisation, en se situant de plus en plus nettement au centre gauche. Le contenu de sa politique, son fonctionnement interne, ses rapports avec les autres forces de gauche et notamment l'utilisation à outrance du vote utile en profitant du choc du 21 avril 2002 et, pour terminer, l'appel à la coopération avec Bayrou illustrent ce choix. La défaite électorale de ce deuxième tour, après le résultat très faible de la gauche au 1er tour, montre que cette voie constitue une impasse pour l'ensemble de la gauche.

La candidate socialiste, plusieurs représentants de son parti et d'autres voix ont mis l'éventualité d'une telle recomposition au centre, pendant du parti de droite de Sarkozy, au cœur des débats. Ce qui risquerait de restructurer le paysage politique français dont le centre de gravité se déplacerait à droite, tout en marginalisant les forces de transformation sociale dans une opposition présentant peu de perspective de modifier à travers des choix majoritaires le cours des choses.

Mais le bilan de cette campagne électorale n'est pas que cela. Malgré l'objectif annoncé d'effacer définitivement le clivage gauche-droite, au nom de la modernité, Bayrou a échoué dans sa tentative d'obtenir ainsi le leadership de la recomposition dans un futur camp démocrate. Le choix de recherche d'alliances au centre a révélé ses limites, face à la déferlante d'une droite déterminée. Malgré la faiblesse du débat de fond durant cette campagne, s'est revivifié le clivage gauche-droite, ce qui a sans doute à voir avec la confrontation politique autour du traité constitutionnel européen et la politisation en cours ces dernières années, notamment au sein de la jeunesse. La gauche a perdu parce qu'elle n'était pas de gauche, parce qu'elle n'a pas su présenter un projet rassemblant et dynamique.

En effet, ce déplacement du centre de gravité à droite, initié par Sarkozy, ouvre un terrain au centre dans lequel s'engouffrent tour à tour Bayrou et Royal. Ainsi, de redoutables questions sont posées à la gauche puisque, précisément, une telle opération tente d'évacuer définitivement toute perspective politique de transformation sociale, de dépassement du capitalisme. C'est un des grands enjeux de la nouvelle période politique qui s'ouvre.

Notre conclusion, c'est la reconstruction à gauche

Pour cela, il faut commencer à tirer tous les enseignements de son échec. Le 21 avril 2002 reste un point crucial. La gauche est lourdement sanctionnée, avec Jospin exclu du 2e tour et Robert Hue en deçà de 5%. La prétendue dispersion des voix de la gauche sert à éviter le

débat sur l'incapacité de la gauche au gouvernement de s'attaquer aux questions lourdes que sont le pouvoir d'achat, l'emploi, les moyens politiques face à l'économie de marché, aux logiques libérales du capitalisme contemporain. La présence de Le Pen au 2e tour est analysé comme un accident et non comme le résultat et le moteur de la division de la société, la tirant tout entière à droite. C'est ce que nous avons voulu montrer avec notre conférence nationale sur ce sujet. Notre parti engage alors un travail qui permet de progresser, notamment en définissant une nouvelle politique de rassemblement et en adoptant un positionnement plus clair dans la confrontation de classes de notre temps. Mais nous n'avons pas réussi à prendre toute la mesure des transformations de la société, et de la nature des réponses qu'elles requièrent de la part de la force de transformation sociale que nous voulons être.

Il faudra pour cela sans doute remonter davantage dans le temps, au tournant néo-libéral en 1983, analyser l'offensive néo-libérale et sa capacité de gagner l'hégémonie idéologique, puis politique, vérifier la pertinence des concepts qui régissent notre action politique, repérer les évolutions des confrontations de classe et les nouveaux défis qu'elles constituent pour la pensée émancipatrice et le communisme.

La force du courant antilibéral est-elle à remettre en cause ?

A la résistance contre le rouleau compresseur d'une droite autoritaire et ultra-libérale s'ajoute en effet la nécessité de combattre toutes les opérations qui viseront à marginaliser le courant de contestation du libéralisme, de transformation sociale.

Faut-il mettre en cause l'analyse que nous en avons faite, au lendemain du 29 mai, sur la force du courant antilibéral, analyse qui nous a renforcés dans notre démarche de rassemblement ? Nous avons perçu immédiatement la difficulté de transformer les acquis de cette campagne et du résultat du 29 mai en tremplin pour de nouvelles avancées. Mais, nous avons sûrement sous-estimé l'ampleur de la contre-offensive des forces du OUI, à droite - côté Sarkozy et UMP - mais aussi à gauche. Les forces rassemblées dans les collectifs se sont rétrécies. Cette perte de substance ayant transformé nombre de collectifs, d'espaces citoyens ouverts en cartels d'organisations a fini par faire échouer la dynamique unitaire.

Il y a urgence à rassembler

Pour résister, au quotidien, à Sarkozy. Pour aider toutes les victimes de sa politique à résister. Pour continuer, en Europe, à modifier les rapports de force au moment où les enjeux autour des futurs traités reviennent sur le devant de la scène. Pour reconstruire un espoir à gauche. Il s'agit de repenser la question du rassemblement, la perspective de rendre l'option transformation sociale majoritaire à gauche, et dans notre pays. L'accueil chaleureux que nous avons reçu, avec nos propositions et notre démarche politique, tout au long de cette campagne, et bien au-delà de celles et ceux qui ont voté pour Marie-George Buffet, a une nouvelle fois montré que l'attente d'une telle option politique est vivace dans notre pays, et qu'il s'agit de créer les conditions afin qu'elle puisse s'exprimer en termes de choix politique concret. Nous devons empêcher qu'un face à face entre libéral-populisme et social-libéralisme exclue du débat la perspective de transformation sociale. De notre capacité de créer, avec d'autres, des réponses à ces questions dépendra aussi la vivacité de la résistance aux projets du nouveau président de la République. Nous proposons de nous présenter aux électeurs dans cet esprit aux législatives.

Congrès

La proposition d'un congrès avant la fin de l'année, si le calendrier politique le permet, semble bien accueillie par les camarades qui se montrent disponibles, mais il serait sans doute plus juste de dire exigeants, pour pousser nos analyses, pour revisiter nos approches. L'aspiration qui se fait jour, c'est un congrès ouvert, une initiative qui permettrait d'ouvrir de larges espaces de réflexion, de faire appel à des contributions bien au-delà de nos rangs, tout en garantissant que ce sont les membres du Parti qui prendront les décisions d'orientation. Il s'agirait de repérer, dans notre société, en Europe et dans le monde les contradictions qui nous interpellent, qui nous interrogent, sur lesquelles nous pouvons agir pour les faire évoluer dans le sens de la transformation émancipatrice.

Aspiration d'un congrès exigeant en matière de réflexion, de confrontation d'idées, pour faire face au tournant politique dans notre pays, où la question de l'avenir d'un courant de transformation sociale et du PCF est posée. Mais refus d'un congrès règlement de comptes, de déchirement. Volonté d'examiner les fondements, les objectifs de notre action ainsi que des conséquences en terme d'organisation, de choix stratégiques que ces fondements et ces objectifs supposent. Pour y travailler, je vous propose la tenue d'un Conseil national les 22 et 23 juin.

Les élections législatives

Les élections législatives vont être la première contre-offensive suite à l'accession de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Elire le plus grand nombre de députés soutenus ou présentés par le PCF est un enjeu majeur pour résister à la politique de Sarkozy. Des députés qui porteront à la connaissance des populations les mauvais coups de la droite, contribueront à une analyse de classe des projets gouvernementaux, ouvriront des perspectives. C'est une contribution essentielle au développement des résistances et des luttes, à la reconstruction de perspectives à gauche. Un groupe communiste et républicain à l'Assemblée nationale, ouvert à d'autres composantes si le cas se présente, comme nous le pratiquons dans toutes les institutions, est nécessaire pour l'avenir démocratique de notre pays. Il sera un point d'appui pour toutes les victimes des politiques ultra-libérales, pour ceux qui veulent résister.

Les salariés, les militants syndicaux et associatifs en ont fait maintes fois l'expérience pour la réforme des retraites, de la Sécurité sociale, contre la privatisation d'EDF... Dans les circonscriptions où un député communiste ou apparenté est sortant, nous devons mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour sa réélection ou pour faire élire son successeur. Le score électoral des candidats présentés ou soutenus par le PCF sera important car une remontée de notre influence électorale sera un point d'appui pour la résistance et la construction de perspectives politiques, pour redonner de l'espoir. Notre résultat, le nombre de députés communistes et républicains, l'existence d'un groupe, notre influence seront examinés avec attention par tous le soir des élections législatives.

Les conditions politiques

Le quinquennat a pour but de donner une majorité gouvernementale au président nouvellement élu. En 1981, 1988 et 2002, François Mitterrand et Jacques Chirac avaient tous les deux obtenu une majorité à l'Assemblée nationale. Le très fort taux de participation lors de la présidentielle ainsi que le score de Nicolas Sarkozy font penser que l'UMP bénéficiera de cet effet majoritaire. Xavier Bertrand, porte parole de l'UMP, a donné le ton : « Les Français souhaiteront cette fois-ci aussi que Nicolas Sarkozy puisse disposer d'une majorité parlementaire pour appliquer son programme. »

L'UMP fera campagne sur le thème « donnons une majorité au président ». Elle a indiqué préparer un pacte présidentiel pour les législatives sur lequel se retrouveraient ceux qui ont soutenu Sarkozy et d'autres sensibilités. De fait, un bon nombre de députés UDF actuels rallient le camp Sarkozy pour éviter d'être confrontés à un adversaire UMP. 22 députés UDF sur 29 ont soutenu Sarkozy pour le second tour.

Que sera la situation de Bayrou ? Jeudi, ce dernier réunira un conseil national de l'UDF pour mettre en place le « Mouvement démocrate » et lancer la campagne des législatives. Ce nouveau parti a l'ambition de retrouver les électeurs centristes - 6,2 millions - du 22 avril en présentant des candidats dans les 577 circonscriptions. Le Front national veut inverser la tendance aux législatives et récupérer les voix de Le Pen du premier tour des présidentielles de 2002. Le dirigeant frontiste adresse un message simple aux électeurs du Front national qui l'ont abandonné au premier tour de la présidentielle et à ceux qui se sont reportés sur Nicolas Sarkozy au second tour : pour ne pas être déçu par Sarkozy, il faut voter pour les candidats du Front national aux législatives.

Au lendemain de la défaite de Ségolène Royal, les socialistes affichent leur volonté de faire taire leurs divisions pour tenter de limiter une probable nouvelle défaite. Mais la recomposition avec le centre est au cœur de leur débat.

Dans son intervention dès l'annonce du résultat, Ségolène Royal a donné le ton : « Ce que nous avons commencé ensemble, nous allons le continuer ensemble. Vous pouvez compter sur moi pour approfondir la rénovation de la gauche et la recherche de nouvelles convergences au-delà de ses frontières actuelles. C'est la condition de nos victoires futures. » Dominique Strauss-Kahn a déclaré de son côté : « La rénovation social-démocrate que j'ai initiée ne l'a pas encore emporté dans le camp socialiste. » Et il se dit disponible pour la poursuivre. Laurent Fabius refuse une droitisation du PS : « Il faut à la fois que nous assumions nos valeurs de gauche pleinement... et que nous regardions le monde tel qu'il est. Cela ne veut pas dire droitiser la gauche. » Henri Emmanuelli a appelé à la création d'un grand parti progressiste réunissant toute la gauche ; Jean-Pierre Chevènement souhaite voir naître un grand parti qui récupère les valeurs républicaines. Nous ne pourrions éluder ce débat pendant la campagne des législatives. L'édito de Laurent Joffrin dans Libération du 8 mai est significatif : « La défaite de Ségolène Royal est bien sûr celle de la candidate de son parti. Mais c'est surtout la défaite d'une culture politique qui n'a pas su se renouveler sérieusement en cinq ans d'opposition. Fallait-il aller plus à droite ou plus à gauche ? Alternative trop simple. C'est en profondeur qu'il faut repenser les valeurs et les programmes... Le débat commence. Libération en sera l'acteur et le réceptacle », et annonce pour la fin août un forum d'été public et festif aussi ouvert que possible.

La campagne du PCF

Où en sommes-nous des désignations des candidats ?

Dans l'état actuel de notre information en provenance des fédérations et sur les 555 circonscriptions métropolitaines, nous avons à ce jour désigné 518 candidatures soutenues et rattachées administrativement au PCF. Plus d'un tiers d'entre elles sont aussi soutenues par des collectifs antilibéraux ou d'autres organisations que le PCF. Nous soutiendrons aussi en plus de ces 518 candidats quelques candidatures – une dizaine – non rattachées au PCF.

Sur les 518 candidatures, il y a à ce jour au moins 245 candidates femmes titulaires, soit 47,3 %. C'est encore insuffisant. Nous devons donc continuer à faire effort pour atteindre la parité, soit en travaillant à de nouvelles candidatures, soit en mettant des suppléantes à la place des titulaires.

Notre objectif est de présenter des candidats présentés ou soutenus par le PCF dans toutes les circonscriptions.

Des questions financières peuvent se poser dans des fédérations. Le secteur Vie du Parti et celui des finances sont prêts à étudier les situations au cas par cas.

Ne nous le cachons pas, la campagne sera difficile pour nos candidats, notre parti. La victoire nette de Sarkozy, la défaite de la gauche, l'affaiblissement de notre parti vont peser. Nos adversaires politiques, les médias vont sans nul doute utiliser largement l'argument de la mort du PCF. Quelques heures seulement après l'élection de Sarkozy, les sondages sur le résultat voient le jour et nous annoncent entre 2 et 4%. Nous savons combien cela influence l'électorat, pèse sur les militants. Mais nous ne partons pas de rien. Les militants communistes, avec leur candidate Marie-George Buffet, ont mené une belle campagne. Pendant plusieurs mois, nous avons débattu avec des milliers de femmes, d'hommes, de jeunes, de syndicalistes, de militants associatifs de propositions novatrices en rupture avec le capitalisme qui sont en mesure de répondre aux attentes populaires, nous avons porté l'ambition d'une gauche rassemblée sur un contenu antilibéral de transformation sociale.

Nous avons semé des idées sur lesquelles nous pouvons nous appuyer pour notre campagne des législatives.

D'ailleurs de nombreux citoyens nous ont dit leur accord sur ces propositions mais, pour être sûrs d'avoir un candidat de gauche, ont voté « utile ». Allons à leur rencontre, débattons avec eux de la situation de notre pays, de l'importance d'avoir des députés communistes ou apparentés, de l'importance de l'influence communiste.

Le Comité exécutif national vous propose d'adopter une posture politique nationale commune à tous nos candidats bien sûr, déclinée selon les réalités de chaque circonscription.

Nous vous proposons que les candidats soutenus et présentés par le PCF soient des candidats de résistance et de lutte à la politique de Sarkozy, des candidats qui portent les valeurs de gauche, qui portent des propositions de rupture avec le libéralisme, propositions que nous avons mises en débat pendant la campagne de la présidentielle, qu'ils soient porteurs d'un rassemblement de toute la gauche sur un contenu de transformation sociale. Nous devons approfondir ces questions aujourd'hui.

Des candidats de résistance à Sarkozy

Nous ne nous résignons pas aux politiques ultra-libérales, nous refusons la loi des actionnaires et les diktats du MEDEF. Nos candidates et candidats vont s'engager dans la résistance à la politique de Sarkozy. Ils peuvent s'appuyer sur les luttes qui n'ont cessé pendant la campagne de la présidentielle.

La liste en est longue et significative : évidemment Airbus, pour l'annulation du scandaleux plan Power 8. Les mouvements de grèves sont massifs à Saint-Nazaire, à Nantes, à Toulouse,

etc. Plusieurs usines ont été totalement arrêtées. L'application du plan de suppression de 10.000 emplois est rejetée, et le versement aux salariés d'une prime d'intéressement de 2,80 € en moyenne apparaît comme une véritable provocation. Nos propositions de nouveaux pouvoirs pour les salariés et notamment l'instauration de moratoires suspensifs des licenciements pour que leurs propositions alternatives puissent devenir incontournables dans l'issue du conflit, sont plus d'actualité que jamais. Mais au-delà d'Airbus, d'autres conflits importants ont marqué la situation :

- la lutte des ouvriers de PSA Aulnay pour les salaires - ce matin le groupe PSA confirme la suppression de 4800 postes en France ;
- celle des ouvriers et ouvrières du nettoyage de la gare d'Austerlitz pour la requalification de CDD et intérim en CDI, le paiement des primes dues, le remplacement des départs ;
- celle de la restauration aérienne chez Servair contre le plan de restructuration, chez LSG Gate Gourmet contre les licenciements ;
- celle d'Energy Plast ou de Sublimatic dans le Pas de Calais pour l'emploi ou de Delphy à Donchery contre la mise en cause des 35 heures ;
- celle, qui est une grande première, des statisticiens du ministère de l'Emploi et de l'INSEE contre les manipulations éhontées des chiffres du chômage. Au même moment, le siège de l'UNEDIC était occupé par les chômeurs et précaires.

A noter, l'importance plus forte que ces dernières années des revendications salariales.

Dans le même temps, d'importantes journées revendicatives ont été organisées dans la Fonction publique, chez les cheminots, à l'Education nationale, à La Poste pour laquelle la privatisation est prévue le 13 juin, ou à l'ANPE pour le pouvoir d'achat, l'emploi et la défense du service public.

Une campagne de résistance est de pleine actualité

Dans les cent jours qui viennent, Nicolas Sarkozy va s'atteler à la mise en œuvre de son programme. Entre le 16 et le 20 mai, il nommera son premier ministre, probablement François Fillon qui a cassé nos retraites et qui, à son tour, constituera le gouvernement provisoire de quinze membres. Avant le 10 juin, plusieurs projets de loi considérés comme urgents pourraient être déposés en conseil des ministres. Au programme : le renforcement de l'économie via la fiscalité, le renforcement de la sécurité, la maîtrise de l'immigration et la réforme de l'université. Très rapidement les premières mesures porteront sur la fiscalité et sur son concept « travailler plus pour gagner plus », en exonérant totalement les heures supplémentaires de cotisations et cela dans le cadre d'un collectif budgétaire ou à l'occasion de la discussion sur la loi de finances dès l'automne 2007.

Mais aussi, sur ce qu'il appelle le « paquet social », en instaurant le service minimum en cas de grève, la révision des règles de représentativité syndicale et de la négociation sociale, la réforme des régimes spéciaux de retraite et la poursuite de la casse de la Sécurité sociale.

Mesures annoncées qui, dorénavant et déjà, ont fait réagir les forces syndicales pour exiger qu'aucune mesure ne soit prise dans l'urgence et qu'elles fassent l'objet de négociation.

Le renforcement de la sécurité, avec notamment, la mise en place des peines plancher pour les récidivistes ainsi que le passage de la majorité pénale à 16 ans.

L'immigration avec l'intensification des reconduites à la frontière et durcissement du regroupement familial, avec obligation de justifier d'un emploi et d'un logement et soumis à des tests de langage. Dès le mois de mai il se rendra en Afrique pour préciser ses mesures concernant l'immigration choisie.

Dans les semaines qui suivront les élections législatives il entend ramener le bouclier fiscal à 50%, ce qui se traduirait par la restitution de 350 millions d'euros au 16 000 contribuables assujettis à l'ISF. Dès le mois de mai, Nicolas Sarkozy se rendra à Bruxelles et à Berlin pour peaufiner son fameux mini projet européen et les objectifs de la présidence française en 2008.

La "relance" du processus institutionnel, après les NON français et néerlandais au traité constitutionnel européen, a été reportée après l'échéance française. Elle vient donc à l'ordre du jour. L'élection du candidat des droites Nicolas Sarkozy est une très mauvaise nouvelle pour l'ensemble des forces de gauche et progressistes de l'Union européenne. Cette nouvelle réalité en France va peser sur les résistances aux politiques libérales et sur les alternatives à gauche. En outre les inclinaisons pro-atlantiques du nouveau président, réaffirmées clairement dimanche soir, portent le risque grave d'une rupture avec la politique d'indépendance de la France, avec des conséquences lourdes sur la place et le rôle de la France et sur les choix européens en matière internationale.

Dès le premier juillet est prévue la mise en œuvre totale de la directive de libéralisation, de l'énergie. Sont également en discussion des directives aux conséquences graves concernant La Poste et les transports et une généralisation de la précarité du travail.

Dès les 21 et 22 juin, le Conseil européen auquel participera le nouveau président de la République se réunira pour décider de la feuille de route pour les négociations et l'accord pour un nouveau traité, ainsi que de la présidence française de 2008 devant finaliser le projet avant les élections européennes de 2009.

Oui, une campagne de résistance est de pleine actualité !

Des candidat-e-s porteurs des valeurs de gauche

La situation grave de notre pays après la victoire d'une droite dure appelle à promouvoir une gauche ancrée sur des valeurs fortes : les valeurs de solidarité, de fraternité, de justice, d'égalité, de laïcité, de liberté, de paix.

Nous voulons une société où le vivre ensemble prime sur les divisions et le rejet de l'autre, où la solidarité reprenne tout son sens, une société fondée sur les droits fondamentaux accessibles à tous garantis par des grands services publics, une société dont le but soit l'émancipation humaine et non la rentabilité des dividendes des actionnaires, une société qui lutte contre toutes les dominations et les discriminations, une société qui agisse pour une Europe sociale, un monde sans guerre, un nouveau type de développement respectueux de l'humanité et de la planète. La construction d'une France qui ne renie pas les grandes pages sociales de son histoire que notre peuple a écrites. Tout cela appelle à une gauche de courage, de responsabilité qui ose rompre avec les dogmes du libéralisme.

Des candidat-e-s porteurs de propositions offensives

Les propositions contenues dans notre programme, que nous avons avancées durant la campagne de la présidentielle, demeurent des objectifs pour imposer une politique antilibérale. Ce programme comporte, entre autres, trois clés pour faire progresser les idées de changement : maîtriser les sommes colossales qui circulent sans utilité pour l'intérêt général, avec une grande réforme de la fiscalité et du crédit, créer une VIème République démocratique avec de nouveaux droits et pouvoirs pour les citoyens et les salariés, et changer radicalement en Europe et dans le monde pour desserrer les fameuses « contraintes internationales ».

Malgré le vote des électeurs de dimanche dernier, les angoisses n'ont pas disparu, comme le révèle le sondage LH2, les principaux enjeux sont les inégalités sociales et notamment le chômage, l'exclusion et la précarité. Notre proposition pour un système de sécurité d'emploi ou de formation tout au long de la vie s'oppose totalement à la conception de « flexsécurité » qui ne fera que renforcer la flexibilité avec le contrat de travail unique que propose Sarkozy.

N'ont pas disparu non plus les questions de pouvoir d'achat, de relèvement des minima sociaux et des pensions retraites, elles demeurent aussi au cœur des préoccupations. Puis viennent les questions de santé, de logement, des services publics. La lutte contre toutes les discriminations sera au cœur de notre campagne ainsi que celle pour s'opposer aux expulsions des sans-papiers.

Une plate-forme intitulée « Les exigences et les refus que votre vote va affirmer » reprenant les quinze propositions du programme de la présidentielle sera transmise à tous les candidats et candidates, à toutes les fédérations.

Des candidat-e-s qui agissent pour un large rassemblement populaire Nous n'acceptons pas l'idée d'une gauche qui, pour gagner ou se rénover, s'allierait avec une partie de la droite.

Je l'ai démontré plus haut dans mon rapport, la gauche a perdu faute d'un projet mobilisateur qui aurait pu entraîner une dynamique populaire. C'est pourquoi je vous propose que les candidats soient porteurs d'une gauche clairement à gauche, d'une gauche de courage et de responsabilité rassemblée sur des propositions antilibérales de transformation sociale. Nous avons dit que nous voulons révolutionner la gauche, la faire bouger. Nous avons porté fortement cette ambition pendant la campagne de la présidentielle, nous vous proposons que les candidats soutenus et présentés par le PCF continuent de la porter.

Nous voulons rassembler toutes celles et tous ceux qui ont appelé à voter pour Marie-George Buffet, ceux qui trouvaient nos propositions pertinentes, qui partageaient notre conception de la gauche et du rassemblement mais qui par peur ont voté utile, ceux qui refusent une gauche qui se droitise, les syndicalistes qui veulent donner de la force à leur lutte, ceux qui refusent ce monde de l'argent-roi et qui veulent travailler à la construction d'une gauche de transformation sociale. Elire des députés communistes et apparentés, réélire partout nos candidats dans toutes les circonscriptions où nous avons des sortants, travailler à la remontée de l'influence communiste, c'est se donner des moyens pour atteindre ces objectifs.

Il y a eu un contact avec la direction du Parti socialiste pour examiner des situations locales où la gauche est en situation difficile face à la droite. Nous les revoyons demain. Quel que soit le résultat de ces rencontres dont nous vous tiendrons informés, nous porterons le besoin d'une dynamique à gauche permettant de contrer la droite. Nous prendrons des initiatives en ce sens. Nous ferons de même avec les Verts.

Nous sommes en campagne

J'en arrive maintenant à la mobilisation du Parti. Le calendrier est serré. Nous sommes à moins de cinq semaines des élections législatives. Les candidatures doivent être déposées en préfecture entre le 14 et le 18 mai, semaine du pont de l'Ascension.

Sur les questions du financement de la campagne de la présidentielle, quelques remarques : nous avons établi et prévu un budget qui nous permettait de faire face au cas où nous ferions moins de 5%. L'objectif de la souscription a été dépassé de plus de 150 000 euros. Jean-Louis Frostin nous donnera plus d'éléments dans le débat.

Depuis le début de l'année, le Parti s'est renforcé de plus de 3.500 adhérents. Pour s'opposer à la politique de Nicolas Sarkozy, pour refonder une politique réellement à gauche, pour travailler à l'existence d'un Parti communiste du XXIème siècle, il est plus que jamais nécessaire de mener conjointement avec la campagne des législatives une grande campagne de renforcement.

Après cette belle campagne de la présidentielle, les communistes sont certes sous le choc mais ils ne sont pas démobilisés. Ils ont au cœur leur combat pour la justice, la démocratie, la liberté. Nombre d'entre eux sont d'ores et déjà mobilisés dans la campagne des législatives avec leur candidat. Il nous faut être plus nombreux et plus nombreuses, prendre des initiatives à l'image de ce qu'on a su mettre en œuvre dans la présidentielle. Il faut poursuivre les contacts de proximité pour répondre à l'attente des populations.

Nous sommes convaincus que dans ces moments difficiles la place des communistes est avec tous les citoyens et citoyennes au moment où il s'agit de travailler aux résistances, à l'expression des exigences, à la construction d'un espoir à gauche.